M. Tagma ( anonymat)

Adresse mail : tarwa@protonmail.com

Mercredi 29 janvier 2020

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord vous souhaiter plein succès dans votre mission d'élaborer un modèle de développement qui puisse profiter à la majorité de la population.

Il s'agit plus de lever les obstacles qui empêchent à un développement harmonieux que d'invention d'un nouveau système de production.

A cet égard, ce sont des mesures de correction et des ajustements qui sont nécessaires.

Dans cet ordre d'idées je voudrais apporter ma modeste contribution à ce débat inédit dans l'histoire de notre pays.

1. Le défi pour tous les pays et principalement pour ceux en développement ne disposant pas de pétrole ou de gaz, est d'assurer un niveau de vie honorable à leurs populations dans le cadre de l'économie de marché.

2. Il s'agit aussi de protéger la population la plus vulnérable des excès du libéralisme économique en donnant les moyens au pouvoir politique de réguler l'économie et de la mettre au service de la société.

3. Il s’agit aussi de s’assurer que l’ascenseur social qui a fonctionné par le passé est encore possible.

• **Au plan politique et de l'organisation des pouvoirs**, la Constitution de 2011 a montré ses limites. Dans le fond il n'y a aucune différence avec la période d’avant. Le pays continue à végéter dans une sorte de régime hybride. Cette situation ne satisfait personne. Une nouvelle réforme audacieuse de la constitution est nécessaire pour permettre à toutes les institutions de jouer chacune pleinement son rôle. Il faudrait **instaurer un véritable régime de monarchie exécutive** en s'inspirant du régime présidentiel (**modèle américain**) avec une véritable séparation des pouvoirs. Les partis politiques pourront ainsi jouer pleinement leur rôle au parlement. L'exécutif serait un Cabinet indépendant des partis avec à sa tête un Premier Ministre n'appartenant à aucun Parti politique comme tous les membres du Cabinet. La Cour Constitutionnelle devrait être érigée en Cour Suprême sur le modèle de celle des États Unis d'Amérique. Elle devrait ainsi jouer pleinement son rôle en s'autosaisissant de toutes les lois pour se prononcer sur leur conformité ou non à la constitution.

• Cette réforme de la Constitution devrait être accompagnée par un **changement du mode de scrutin en introduisant le scrutin majoritaire à deux tours** comme c'est le cas en France. Ce scrutin devrait permettre l'émergence d'une majorité et d'alliances politiques homogènes. Ce mode devrait concerner aussi bien les élections législatives que communales.

• Le Parlement aurait plus de pouvoirs dans la mesure où il serait libre dans l'examen et le vote des lois qui lui sont soumises par le gouvernement. Il aura aussi l'occasion d'amender la politique du gouvernement lors du vote du budget.

• **Réformer la Justice et la soumettre au contrôle du Parlement**. Celui-ci représente la souveraineté de la Nation devrait pouvoir procéder périodiquement à une évaluation sur la façon avec laquelle la justice est rendue. Sinon qui va contrôler la Justice ? Les citoyens sont aujourd'hui sans défense face au pouvoir de la justice. L'indépendance de la Justice n'est pas absolue. Lorsque celle ci est mise en cause par les citoyens il faut que les représentants de la nation puissent soumettre celle ci à une évaluation. Il y va de sa crédibilité.

• **Le Parlement devrait procéder périodiquement à une évaluation du respect des libertés fondamentales** des citoyens sur la base d'un rapport des institutions chargées de la défense des droits de l'homme : médiateur , CNDH, Ministèredes droits de l'homme ...

• **Au plan de l'action économique de l'Etat**, **il est nécessaire de revenir à la pratique du Plan de développement**, même à titre indicatif. Seul le Plan de développement permet d'avoir une vision globale qui évite la marginalisation de régions entières du pays.

• **Au plan territorial** il est nécessaire de **procéder à une nouvelle refonte de la Loi sur la décentralisation**. Partant de l'hypothèse vérifiée partout dans le monde selon laquelle le développement se fait à partir de la base c'est à dire des collectivités territoriales et notamment des communes, **il est nécessaire de promulguer une nouvelle Loi sur la décentralisation.** Celle ci devrait **lever la tutelle du ministère de l'intérieur sur les collectivités locales** en contrepartie d'un renforcement des obligations de celles ci en termes de développement économique social et culturel.

• Les Communes devraient prendre en charge des nouveaux droits sociaux : maisons des jeunes,centres de loisirs et de culture, centres sportifs,maisons de retraite pour les personnes âgées sans ressources, colonies de vacances, arts et culture,

• Les élus locaux et les maires et présidents des conseils communaux doivent être mieux formés à la gestion locale. Pour les aider dans leurs missions l'Etat devrait mettre à leur disposition les services déconcentrés.

• **L'Ecole Nationale d'Administration devrait être réouverte** dans ses cycles de formation des administrateurs et des cadres d’exécution. Elle devrait organiser des cycles de formation pour les élus

• L'action des Communes n'est pas visible de la part des habitants. L'action des communes est inexistante sur les plans économique, social,sportif, culturel. Les Communes n'entreprennent aucune action dans les domaines de la vie des habitants. Ailleurs les Communes organisent des manifestations , des kermesses , des compétitions sportives ou culturelles . Les Communes en Europe ont leur journal local , leur service de coopération internationale , leur service social etc..

• Sans des élus locaux qui savent ce qu'est leur mission il ne peut y avoir de développement . **Les candidatures aux élections devraient être assorties de conditions liées à un niveau minimum d'instruction .**

• Le Ministère de l'intérieur devrait envoyer les élus en formation dans les pays comme la France , la Suisse , la Belgique etc... pour qu'ils apprennent en immersion ce qu'est la gestion d'une collectivité . Apprendre comment organiser le marché hebdomadaire , organiser des manifestations culturelles , sportives , culinaires , avoir un service de coopération et de relations extérieures , disposer de services sociaux au bénéfice des (jeunes , des personnes âgées , des démunis , des enfants etc...

• Amender les textes sur les élections pour **permettre aux membres de la communauté marocaine à l'étranger de participer en tant que candidats aux élections locales**. C'est la seule façon d'avoir des élus locaux à la hauteur. Des édiles d'origine marocaine dirigent des métropoles en Europe , ils pourraient le faire dans leur pays d'origine .

• Encourager les jumelages et les accords de coopération entre les collectivités marocaines et les collectivités étrangères (Europe , Canada )

• **Imposer un plan de développement à toutes les collectivités territoriales**. Ce plan devrait prévoir les investissements sociaux , culturels et éducatifs jugés obligatoires . Les subventions et les prêts devraient être conditionnés par le respect de ces plans .

• **Accorder des attributions aux régions en matière d'infrastructures** et d'investissements en matière de transport. Les tramways en France sont construits par les villes .

• **Ériger la culture et le sport en tant que priorités dans les Communes** . Ces deux secteurs peuvent être une source considérable de revenus et d'emplois .

• Inciter les Communes à construire des Cités des Sports.

• Les Régions devraient être dotées d'attributions et de compétences en matière d'investissements . Les domaines comme la culture , les loisirs , le sport , le tourisme devraient relever des régions .

• **La régionalisation avancée** pourrait commencer par le transfert de compétences aux régions en matière de Tourisme comme cela existe en France où les régions sont responsables de la promotion du tourisme.

• **Au plan de l'investissement** , il est primordial de **lever tous les obstacles à l'initiative privée**. Il n'y aura ni emplois ni développement dans une liberté d'investir . La montagne , les cours d'eau , les lacs , les plages , les étangs sont en Europe et dans les pays développés une source de croissance , d'emplois et génèrent des richesses importantes . Comparez les activités autour du Lac de Genève ou d'Annecy et celles inexistantes a Akrech ou à Oulja . La Tour Eiffel a Paris génère des revenus énormes et est au centre d'un écosystème prospère qui génère des emplois et des revenus . A titre de comparaison autour de la Tour Hassan les pouvoirs n'ont su créer aucune activité . En Afrique du Sud les autorités ont cree autour de Cap Town qui représente le point de rencontre de l'océan indien et de l'océan atlantique tout une industrie touristique . A Cap Spartel a Tanger il n'y a rien , pourtant c'est la ou la Méditerranée rencontre l'Atlantique . Autour des grottes d'Hercule non plus. La bataille des Trois Rois ou la place de laquelle est parti Tarik Ibn Zyad pour la conquête de l'Espagne auraient pu être exploitées et générer des activités touristiques et culturelles . On aurait pu aller chercher la coopération du Puy du Fou en France et créer une activité autour de ces deux événements pour créer de la richesse .

• S'inspirer des modèles existants dans d'autres pays émergents . A titre d'exemple dans certains pays l'investissement est totalement libre .

• Le constat amer est que soit les marocains ne savent pas créer de la richesse soit qu'ils sont brimés . Il est donc absolument primordial de libérer l'initiative privée et permettre aux commerces et aux prestataires de loisirs de s'installer autour des lacs et partout où le tourisme peut se développer .

• **Le Ministère de l'intérieur devrait être scindé en deux** : un département chargé de la sécurité publique et un département chargé du développement local. Ainsi les aspects sécuritaires ne seront plus un obstacle a l'investissement et au développement des activités génératrices de richesses

• **Les CRI devraient relever du Ministère de l'investissement** et non pas du Ministère de l'intérieur .

• **Suppression du système des agréments** et leur remplacement par un système d'investissement ouvert ,objectif et obéissant à un cahier de charge clair et transparent .

• Supprimer les réglementations douanières qui empêchent le développement d'activités telles que celles d'antiquaires et de collectionneurs qui sont génératrices d'emplois et de revenus.

• **Au plan du budget de l'Etat** il est souhaitable de **revoir l'affectation des ressources entre les dépenses sociales et celles d'investissement** en donnant la priorité à la redistribution et aux services publics :l'éducation et la santé .

• Le budget d'investissement de l'Etat est aussi une des causes de la corruption. Les investissements publics devraient se limiter aux secteurs non concurrentiels et être réalisés par le biais de sociétés de mission: des

• **Au plan de la fiscalité il faudrait taxer plus le capital que le travail** . Il faudrait Instaurer l'impôt sur la fortune .

• **Baisser les impôts** qui frappent les classes moyennes .

• **Exonérer de taxes** les activités et produits liées à **l'éducation .**

• **Exonérer de taxes les médicaments** .

• **Taxer plus fortement les revenus immobiliers**pour inciter à investir dans des secteurs productifs .

• **Créer une Banque de Développement** comme l'était la BNDE dont les crédits devraient être ciblés vers les secteurs productifs de substitution à certains produits d'importation .

• **Au plan de l'aménagement du territoire** , il est primordial de **mettre fin à la fracture existante entre l'intérieur et la cote** en élargissant le réseau autoroutier à tout le pays et en procédant au désenclavement de la région Ouarzazate/ Errachidia par le creusement du tunnel sous le Tichka .

• **Construction de l'autoroute du centre Fes-Marrakech** et celle **Marrakech/El Kalas Sraghna**.

• Création dans toutes les grandes villes de Cités des Sports : grands complexes pour tous les sports ouverts au public, aux associations et aux clubs professionnels. Le sport peut générer des dizaines de milliers d'emplois et des revenus importants.

• Il est primordial et urgent de **limiter l'extension des périmètres urbains** au détriment de l'identité des villes et des terres agricoles Les dérogations à l'extension devraient être strictement encadrées . Ceci afin d'éviter l'extension illimitée au détriment des terres agricoles , éviter la corruption et l'enrichissement sans cause, encourager la rénovation des quartiers intra muros aujourd'hui abandonnés , alléger le coût budgétaire sur l'état généré par l'extension urbaine : assainissement , électricité , eau , routes , écoles , transport interurbain , administrations , etc....

• La campagne jadis était plus riche que la ville . Elle n'a cessé de se paupériser . Aujourd'hui elle est en ruine . Il n'y a plus de villages . Il n'y a plus que des villes rurales ou des douars miséreux . Il n'y a jamais eu de politique pour le monde rural . Tant que le monde rural est dans cet état il sera un frein au développement .**Il est donc nécessaire de declarer les zones rurales prioritaires** par des aménagements fiscaux et par des incitations en termes de mise à disposition des terrains pour les investisseurs , de primes pour les salariés et les employés pour les inciter à s'y installer (primes ou exonérations d'impôts sur le revenu )

• **Désenclaver l'arrière pays** en construisant des voies expresses .

• **Désengorger les villes du littoral** en transférant certaines activités à l'intérieur du pays pour y créer des activités et lutter contre leur marginalisation: écoles supérieures , universités , casernes ,

• Se poser la question pourquoi le prix de l'immobilier est il moins cher en Europe qu'au Maroc ? Les couts de construction sont ils plus chers au Maroc ? Non Les impôts y sont ils plus élevés ? Non. La qualité y est elle supérieure ? Non. Alors pourquoi ?

• Prendre des mesures pour plafonner les prix . Cela découragerait la spéculation et dirigerait les investissements vers d'autres secteurs .

• Se poser la question de savoir Pourquoi est il possible de vivre correctement avec un Smig en Bulgarie ou au Portugal et pas au Maroc ?

• **Au Plan du pouvoir d’achat**, il convient de se poser la question de savoir pourquoi l'immense majorité des marocains y compris les cadres n'arrive pas à vivre correctement?

• Les budgets des ménages sont pénalisés par le coût exorbitant du logement (25%au maximum en Europe, 100% et plus au Maroc ) , le coût de l'enseignement (gratuit en Europe) et de santé (gratuit en France ). Le nouveau modèle devrait trouver une solution à ce problème, sinon aucun revenu ne peut assurer un niveau de vie correct pour la classe moyenne . Même les cadres supérieurs n'arrivent plus à s'en sortir . Il est impossible que les salaires puissent suivre le coût de la vie.

• **Le coût excessif de la vie est un danger pour le développement du pays .** C'est aussi un facteur de déstabilisation . Il est urgent que les pouvoirs publics se penchent sur cette question. Il y va de l'avenir du pays.

• Le coût excessif de la vie explique dans une large mesure le développement de la corruption à tous les niveaux et le développement d'activités illicites comme le trafic des stupéfiants.

• Pour **lutter efficacement contre la corruption** il faudrait créer une instance qui vérifie les patrimoines des hauts fonctionnaires et de tous les hauts responsables politiques lors de leur nomination ou élection et après la fin de leurs mandats et fonctions. Cette vérification devrait inclure tous les membres de la famille de l'intéressé : parents , épouse et enfants

• **Réformer l'enseignement en privilégiant les filières professionnelles** . Jusqu'au années quatre vingt il existait des sections industrielles et agricoles dans les lycées . Il existait aussi une section appelée ''normale'' dédiée à la formation des futurs enseignants . Il faut s'inspirer du système d'enseignement suisse .

• **Les nominations à des postes de haute responsabilité** qui concernent directement des activités liées au développement économique ou à des postes d'autorité **devraient être mieux encadrées par la loi**. La nomination devrait intervenir après un processus de sélection transparent fondé sur le mérite et obéissant à un descriptif rigoureux .

• **Les responsables des sociétés publiques devraient faire valider leurs projets d'investissement par le parlement**. A titre d'exemple la construction d'une autoroute devrait être validée par le parlement .

• **Les entreprises publiques devraient être contrôlées par le parlement** en ce qui concerne leurs bilans , leurs programmes et leurs projets. Aujourd'hui chaque patron fait ce qu'il veut et ne rend compte à personne .

• **les établissements publics**sont gérés de façon non transparente et sont une des principales causes de la corruption. Il faut **en privatiser le maximum** . Cela rapportera des ressources à l'Etat pour renforcer son action dans le domaine de l'éducation, de la santé et des services publics de base.

• **Établir un inventaire de tout le domaine de l'Etat**: terrains , biens immobiliers etc.... et inciter les départements ministériels à céder les biens dont ils n'ont plus besoin .

• **Simplifier le recours à la Cour constitutionnelle**pour éviter la promulgation de lois anti constitutionnelles . Soumettre toutes les lois votées à la Cour pour qu'elle s'assure de leur constitutionnalité .

• **Mettre l'Administration à l'abri des politiques** . Pour cela établir un régime de garanties en faveur de la haute fonction publique pour lui permettre d'être protégée vis à vis du pouvoir politique . En France il existe un tel régime qui permet de mettre la haute fonction publique à l'abri des alternances politiques . Il faudrait s'en inspirer pour que l'Administration puisse continuer à jouer son rôle à l'abri des contingences politiques.

• **Réformer le droit du travail** pour permettre aux étrangers qu'on a accueilli de travailler

• Abroger la loi qui oblige les retraités à ne pas travailler et à ne pas pouvoir cumuler leur pension avec d'autres revenus .

• Réformer toute la législation qui empêche les étrangers résidents dont les immigrants régularisés d'avoir accès aux mêmes droits socio économiques que les citoyens : santé , enseignement , etc....

• Le budget d'investissement de l'Etat est aussi une des causes de la corruption. **Les investissements publics devraient se limiter aux secteurs non concurrentiels** et être réalisés par le biais de sociétés de mission: des structures créées ad hoc.

• **Il n'y aura aucun développement sans une classe moyenne** . Dans les démocraties occidentales ce sont les classes moyennes qui créent le développement et sont les garantes de la stabilité politique . Pour cela il faut s'attaquer à la question de l'amélioration du niveau de vie . Il est cependant à craindre que l'équation du niveau de vie est insoluble . On a laissé trop filer le coût de l'immobilier, de l'enseignement et de la santé pour espérer remédier à la situation actuelle d'appauvrissement des classes moyennes. Augmenter les salaires est impossible pour les entreprises , baisser le coût de l'immobilier est aussi impossible , rétablir un enseignement public et gratuit de qualité est hors de portée faute d'une volonté politique forte, assurer un service de santé publique de qualité est aussi hors de portée .

• **L'enseignement supérieur s'est détérioré considérablement**. Les étudiants ne maîtrisent aucune langue. Le pays n'a pas réussi à créer des filières d’excellence. Pour faire des études de qualité il faut aller à l’étranger. L'université est en ruine. Les grandes écoles ont chaviré. Des écoles ont fermé : ENAP, École des Pilotes ....

• Les diplômés et lauréats des grandes écoles étrangères n'intègrent pas l'Administration ni la politique. La conséquence est **un appauvrissement intellectuel sans précédent de la classe politique**. Le gouvernement ne compte aucun Centralien, ni lauréat de Harvard, ni de Sciences Po. C'est un désastre. Les salaires de la Fonction Publique sont très bas et ne permettent pas d'attirer les bons éléments issus des grandes écoles. De ce fait l'Administration qui était un vivier d'excellence il y a quelques années n'a plus aujourd'hui les ressources humaines pour conduire le développement du pays. Les Partis politiques sont fermés aux lauréats des grandes écoles. De ce fait la classe politique est sous qualifiée. Or ce sont les élites intellectuelles qui font avancer les sociétés.